SECTION HISPANO SUIZA/COLOMBES/HAUTS-DE-SEINE

Contribution des Communistes d'Hispano-Suiza/Colombes

Les communistes de la section Hispano-Suiza se sont réunis à plusieurs reprises afin de discuter de la situation actuelle de la France et de son industrie à partir de ce qu'ils connaissent le mieux : la filière aéronautique. Ces discussions participent à la préparation du Congrès du mois de juin.

Après avoir approuvé les analyses et constats mis en lumière par le comité national, après l'ensemble des différents types d'élections qui se sont déroulées - municipales, départementales, régionales - et avoir émis eux même un certain nombre d'avis sur celles-ci, ils ont décidé de prendre part à la réflexion générale.

Ces élections ont démontré une première évidence : aucune formation politique ne recueille un assentiment à la politique qu'elle propose ou bien qu'elle met en place lorsque qu'elle est aux commandes du pays.

- Nicolas Sarkozy et son gouvernement n'ont pas été reconduits pour avoir pendant cinq ans méprisé le peuple en continuant à enfoncer le pays dans la misère et les difficultés pour le plus grand nombre.
- François Hollande avec son gouvernement est honni pour ne pas tenir les promesses faites. Il a trahi les espérances que mettaient les Français dans une gauche digne de ce nom et qui doit être capable de mettre en œuvre des mesures visant à s'attaquer durablement aux maux les plus durs tel le chômage ou encore les inégalités.

La deuxième évidence est que les deux formations qui dominent l'actualité politique contribuent par leurs prises de positions à faire monter le Front national.

En effet, même si nous pouvons le regretter, une forte proportion de Français s'est tournée ces dernières années vers le Front national, considérant que celui-ci, par des mesures discriminantes, pouvait rééquilibrer les inégalités dont ils étaient victimes.

La troisième évidence est que ce même Front national n'a pas l'approbation majoritaire des Français, mais que, bien au contraire, quels que soient les artifices de ce parti pour tenter de se dé-diaboliser, il reste encore un parti qui fait peur.

Ce parti reste encore perçu - y compris par ceux qui le plébiscitent- comme un parti raciste, xénophobe et dont les dirigeants ne sont pas plus respectables que bien d'autres hommes ou femmes politiques.

Enfin la dernière évidence c'est que les Français n'entendent pas les propositions du Front de gauche.

Qu'on le veuille ou non le Front de gauche est perçu comme un rassemblement de mécontents, critiquant tout et faisant des propositions - lorsqu'elles sont connues - démagogiques et irréalistes. D'autre part la crise engendrant les difficultés que nous rencontrons est considérée et vécue comme étant une forme normale de la vie ne pouvant en aucun cas être éradiquée par des mesures de confiscation.

Ce qui, une nouvelle fois, doit nous interroger sur la forme que nous voulons donner au rassemblement majoritaire que nous proposons.

Ceci ne remet pas en cause le besoin de rassembler pour peser sur la politique nécessaire à la sortie de crise, mais surtout pour un autre type de société.

La question qui se pose aujourd'hui au Parti Communiste Français est la suivante : la forme de société que nous proposons correspond-elle à l'aspiration des gens.

Visiblement nous ne sommes pas compris ou bien caricaturés ou pire ignorés.

Ce qui nous renvoie à la question centrale : les Français sont- ils favorables aux changements nécessaires à leur mieux être ? Considèrent-ils que, pour améliorer leur existence, nul besoin de s'en prendre au capitalisme. La crise est pour tout le monde, y compris pour ceux qui en profitent et qui sont les mêmes qui l'ont crée et qui la pérennise.

Indiscutablement les idées de classe ont reculé et les consciences n'ont manifestement pas ou peu évolué durant ces quarante dernières années.

En tant que communistes d'une section d'entreprise nous sommes les témoins d'une évolution des mentalités, des rapports de force et des choix et modes de production. Cette évolution est liée à deux phénomènes majeurs à nos yeux :

- En premier lieu - et c'est certainement le plus important - la désindustrialisation due à la bataille que mène le capital pour réduire les coûts –ce qu'il appelle pudiquement la compétitivité - et la financiarisation que ce même capital à choisi pour faire des profits plus rapidement afin, dit-il, de pouvoir investir.

En second lieu - notre responsabilité est pleinement engagée - c'est l'abandon de la bataille idéologique à l'entreprise avec, comme corollaire, l'absence d'intérêt porté par les directions départementales et nationale aux lieux de travail.

Du concept *« priorité à l'entreprise »* on est passé à *« tout le parti dans les batailles pour obtenir des élus aux élections »*.

Sous couvert que certains dirigeants communistes ont imaginé que les organisations du Parti à l'entreprise représentaient un syndicat bis, il a été plus simple de faire mourir le PCF sur les lieux de travail plutôt que de réorienter si nécessaire notre travail.

Nous avons cédé à des années d'accusations, du genre que nous ne devions pas nous occuper du fonctionnement des entreprises et surtout ne pas remettre en cause la propriété privée. Au même titre que depuis des décennies nos adversaires ont accusé le syndicat CGT d'être la courroie de transmission du PCF.

L'équilibre n'a pas été respecté entre cette bataille indispensable sur le lieu de travail - lieu d'exploitation par excellence mais formateur des consciences - et espoir que les propositions de justice sociale, d'égalité que nous faisions pendant les campagnes électorales étaient à elles seules susceptibles de conduire à un rejet du capital et à un changement de société.

Ce constat ne remet pas en cause le fait que le Parti Communiste Français aspire à jouer un des premiers rôles dans la vie politique en France et pour les Français.

Il est donc nécessaire de remobiliser le Parti dans son ensemble pour, d'une part regagner en confiance les masses populaires afin de reconquérir des positions électorales que nous avons perdues. Ensuite, nous devons disputer au patronat les choix effectués en matière industrielle qui sont faits aujourd'hui et qui menacent l'indépendance de notre pays.

Une grande campagne devrait être menée sur le patrimoine national qui a déjà été bradé au patronat et que ce dernier est en train de liquider petit à petit. La France n'est pas à vendre.

Ce qui ce passe dans un grand nombre de domaines, tels les abandons de productions, relèvent de la trahison d'Etat. Au même titre qu'il est impératif, pour garantir l'intégrité du pays et de ses habitants, d'arrêter ce jeu dangereux de la part des plus hauts dirigeants de l'Etat de jouer les entremetteurs pour vendre des armes de guerre tel l'avion Rafale à des pays qui, de notoriété publique, alimentent le terrorisme et qui ne manqueront pas de se retourner contre nous.

Encore maintenant nous subissons, avec l'aval des gouvernants socialistes et de ceux qui les soutiennent dans cette orientation Les Républicains, les assauts du patronat qui délocalisent les productions. Les exemples ne manquent pas et, en particulier, dans l'industrie aéronautique.

Le groupe Safran s'enorgueillit de créer sa dixième entreprise au Mexique. Il n'y a qu'à lire son nouveau PDG monsieur Philippe Petitcolin :"*Nous avions pensé mi-2015 à la France, aux Etats-Unis et à la Chine pour cette usine,* confie Philippe Petitcolin, le directeur général de Safran. *Puis j'ai rencontré le président du Mexique Enrique Peña Nieto le 14 juillet dernier lors de sa visite en France auprès du chef d'Etat. Je lui ai expliqué que Safran pourrait investir dans le pays pour une nouvelle usine. J'ai eu le soutien de François Hollande.*"

Nous en sommes à plus de six mille emplois dans ce pays. La Pologne, la Chine, les Etats Unis et bien d'autres pays servent de réservoirs de main d'œuvre bon marché au détriment des emplois en France.

Et pendant ce temps-là, le pouvoir socialiste dispense allègrement les subsides de l'Etat au MEDEF sans aucune contrepartie ou, plus exactement, avec la promesse du patronat d'en faire bon usage en augmentant les fermetures d'entreprises et en délocalisant celles qui peuvent l'être.

Ce discours peut sembler ironique et quelque peu outrancier mais il est la réalité de la politique suivie par le parti socialiste depuis que François Hollande a trahi la Nation et les Français qui lui ont fait confiance il y a bientôt quatre ans.

Il y a donc urgence à réinvestir tous les points ou nous pouvons être audibles avec des discours empreints de la réalité quotidienne. Le journal l'Humanité ne suffit plus, il nous faut relancer - sous quelques formes que ce soit - l'activité à l'entreprise. Sans celle-ci, pas de combat de classe, pas de compréhension sur la construction capitaliste et ses rouages politiques pour assurer sa domination.

Pour cela il faut l'imposer par une décision de Congrès, mais, en premier lieu, être d'accord après l'avoir compris.

La bataille des idées fait rage, sous couvert de révolution numérique ; il faut casser tout ce à quoi les salariés, les citoyens tenaient, tout ce qui les protégeait et pouvait les faire progresser dans leur droits et leur dignité.

Au même titre que les radios et télévisions nous informent que le monde politique n'est fait que de petites magouilles, tous pareils tous pourris. On nous annonce la fin du salariat, la fin de la Sécurité Sociale, la fin d'un monde humaniste. Nous entrons dans un monde où il faudra s'adapter à la loi du marché, mais surtout à la loi de la jungle.

Réinvestir l'entreprise suppose - outre que ce soit à la suite d'une discussion politique et une décision quasi majoritaire - de se donner les moyens et de se fixer des objectifs. Dans ce domaine, comme dans d'autres, il n'y a pas de place au volontarisme ; c'est en premier lieu toute une organisation avec un contrôle permanent de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas.

En premier lieu il est indispensable de connaitre correctement nos forces organisées dans nos entreprises mais également connaitre avec exactitude les communistes qui sont adhérents dans une structure de ville et travaillant sur un lieu de travail précis.

A partir de cette connaissance, il sera nécessaire de se doter d'un plan de travail qui nous permettra d'adapter notre bataille à l'enjeu de la reconquête de la bataille des idées sur le lieu de travail.

Etre organisés à l'entreprise requière toute l'attention des directions du Parti, c'est-à-dire un soutien infaillible et indéfectible - afin de ne jamais laisser le ou les camarades seuls directement confrontés aux différents problèmes rencontrés - d'une part, aux directions ou responsables du lieu de travail et, d'autre part, face à la réflexion obligatoire sur l'activité de l'entreprise concernée.

Pourquoi faut-il se dépêcher de reconquérir la bataille des idées ?

L'idée qui se profile est que la société numérique doit prendre le pas et que le salariat doit disparaitre. Des prémices voient le jour avec des tentatives comme Uber ou bien encore le travail à domicile branché sur l'entreprise et puis cette nouveauté qui correspond à une bataille qui ne date pas d'hier. Que l'on se souvienne des années 90 : les années Tapie ou tout le monde peut devenir entrepreneur.

Le pouvoir politique à répondu à cette sollicitation du patronat, il a inventé le statut d'auto-entrepreneur. Une forme déguisée d'un salariat qui ne dit plus son nom, mais qui désengage le patron des charges sociales qu'il laisse a l'appréciation du faux salarié qui, en fonction de ce qu'il se vend, cotise assez ou pas pour toutes les couvertures sociales : maladie, retraite etc….

L'obligation nous est faite aujourd'hui de repenser notre présence sur le lieu de travail comme une avancée dans les rapports sociaux.

L'un des enjeux pour réussir le changement de politique, c'est de renouer avec le monde du travail que nous avons délaissé depuis trop longtemps.

L'expérience nous conduit à penser qu'il ne suffit pas de l'affirmer, il faut maintenant concrétiser cet objectif politique pour le présent et l'avenir, ce qui suppose une double exigence inséparable :

1. placer l'intervention communiste à l'entreprise au carrefour de l'ensemble de la politique du Parti ;
2. déployer une forte détermination pour la conquête et la reconquête des structures de proximité des salariés à tous les niveaux de direction.

Bien sûr, il n'est pas question d'avancer des propositions excessives ou irréalistes, cependant réfléchissons s'il est possible et utile :

- d'établir des plans de conquête ou de reconquête des structures de proximité dans chaque territoire possible
- de rechercher des pistes d'actions communes ou non sur des bassins d'emplois en lien avec les localités concernées

- de réfléchir à la formation des militants issus des entreprises ainsi que ceux du mouvement syndical afin d'élever la conscience de classe face au capitalisme financier et industriel

Ainsi, nous contribuons à un travail politique d'implantation de transversalités, d'information et de formation pour renouer avec le monde du travail dès maintenant.

Politiser l'entreprise n'est pas un enjeu nouveau. De tout temps le patronat s'est doté d'un personnel politique dévoué et fidèle. Les récompenses ont toujours été au rendez- vous. Peu d'hommes ou de femmes ayant exercé une fonction politique sont laissés sur le bord du chemin lorsque leur carrière s'achève, qu'ils soient de droite ou membres du Parti socialiste.

Nous devons exiger un statut de l'élu - avec une vraie bataille politique - conférant à celui-ci un avenir après la fin d'un mandat. Il faut exiger sa reprise par son employeur, en tenant compte des transformations qui se sont opérées durant son absence et en fonction d'une éventuelle évolution de carrière que cet élu n'aurait pas manqué d'avoir. Au même titre qu'il faut combattre l'idée de « carrière » politique. La fonction politique est avant tout un service rendu à la Nation et aux citoyens. Ce qui suppose une nouvelle approche de comment faire et pourquoi, faire de la politique.

Il faut combattre et dénoncer ceux qui font de la « politique » un métier, ceux qui ont confisqué la chose publique et en ont fait une sphère privée qui serait réservée à une élite qui saurait et déciderait pour les autres. Le citoyen doit se réapproprier par la démocratie ce qui lui appartient, c'est-à-dire le bien public ; il doit pouvoir donner son avis et décider des « raisons d'état » telle l'attribution ou non de pans entiers de la Nation transférés au secteur privé ou bien encore les raisons réelles des interventions militaires à l'étranger.

Les Pouvoirs Publics n'ont pas tous les droits, d'autant qu'ils sont influencés par les lobbys patronaux. Ces pratiques doivent être proscrites. Le peuple, lui, doit bénéficier de droits renforcés pour peser sur des décisions contestables et contestées. Il est donc nécessaire de pouvoir recueillir, sous forme de pétition, une exigence de contestation conforme au nombre d'individus potentiellement touchés par une mesure inadaptée aux besoins des personnes concernées.

Il est pour le moins choquant d'entendre de la bouche d'une ministre de la République que des personnes ont vocation à gouverner et d'autres à subir cette gouvernance qui ne correspond pas aux besoins du plus grand nombre.

Nous devons également investir un autre domaine qui semble être une chasse gardée du patronat. Les mesures proposées par le gouvernement, en matière de lutte contre le chômage, ne sont pas à la hauteur. Elles sont proposées pour que les statistiques puissent permettre à un Président de la République de se représenter devant le peuple. Ce n'est pas de cela dont les chômeurs ont besoin. Ils doivent bénéficier du respect de leur dignité par une justice sociale répondant et étant à la hauteur des enjeux économiques dont le pays a lui aussi besoin.

Pour cela les assemblées municipales, départementales et régionales doivent jouer leurs rôles d'incitation mais aussi de coercition vis-à-vis des entreprises qui ne répondent pas aux exigences des enjeux. C'est une véritable bataille politique que doivent engager les municipalités communistes ainsi que les élus communistes qui sont dans les autres assemblées.

Prenons l'exemple des entreprises de l'aéronautique qui n'ont jamais connu de telles charges de travail et qui, pourtant, choisissent les délocalisations, sous couvert d'exigences de leurs clients étrangers et donc qui n'embauchent pas à la hauteur des besoins sur le sol national.

Cette politique a conduit, il y a déjà de longues années, l'Education Nationale à fermer des sections à vocation technique qui formaient des professionnels de l'industrie qui, aujourd'hui, sont jugées par le GIFAS comme des métiers sous tension.

Cette politique a fragilisé les capacités et compétences industrielles que nous avions. Si nous ne prenons pas garde à redresser et corriger cette orientation, cela nous conduira à une incapacité dans les années à venir à maitriser un grand nombre de techniques de bases.

C'est bien pourquoi il nous faut contester - lorsque cela est nécessaire - les orientations et les choix du capital. Le patronat ne peut à lui seul décider ce qui est bon ou pas pour l'économie ou pour satisfaire les besoins des gens. Et cela dans tous les domaines.

Une réflexion importante doit se faire sur la réappropriation de secteurs de l'économie du pays qui sont vitaux. En effet, depuis de très longues années les pouvoirs successifs - de droite comme de gauche - se sont débarrassés d'un grand nombre d'entreprises qui, d'une part, créaient et donnaient de la richesse au pays et, d'autre part, assuraient une indépendance indispensable.

La forme que doit prendre cette réappropriation peut être multiple. L'étude doit porter sur une nationalisation pure et simple en fonction des enjeux ou encore sur une économie mixte - privée/publique - qui autorise une véritable décentralisation en donnant de vrais pouvoirs aux régions.

Ces secteurs stratégiques, à titre d'exemple, pourraient être l'armement avec la Défense, mais aussi des secteurs nouveaux, telle que la santé avec les laboratoires pharmaceutiques et les entreprises concernant les prothèses (vue et dentaire) répondant à des besoins sociaux sur lesquels nombre de nos concitoyens sont en difficulté.

Cette réflexion ne se fera pas sans le concours des salariés des entreprises concernées. D'où la nécessaire réimplantation du Parti à l'entreprise afin d'obtenir, non pas un consensus, même démocratique, mais de fonder un véritable passage obligé qui devienne incontournable parce que les gens en auront un besoin impérieux.

Il est grand temps que les assemblées en question formulent leurs exigences et entament des négociations sérieuses avec les entreprises de ces secteurs en particulier. Il est également nécessaire de contrôler l'utilisation de l'argent public ainsi que les résultats qu'il a permis d'obtenir.

Il est urgent d'injecter des milliards dans l'Education Nationale qui a besoin d'être réformée en profondeur en fonction, non pas des désidératas du patronat, mais du besoin en formation pour répondre aux carrefours des anciennes et nouvelles technologies.

Pour cela il faut mettre à contribution financièrement les entreprises, réorienter les 35 milliards de la formation professionnelle en développant l'enseignement dans les filières techniques qui sont aujourd'hui indispensable aux productions de maintenant et de demain.

A l'inverse de ceux qui ont condamné l'industrie et ses filières pour faire place à la finance, à la distribution et aux services, ces quelques réflexions peuvent participer à une élaboration collective d'une autre approche de ce que doit et peut être l'industrie du XXIème siècle.

Nul n'est besoin de substituer une activité au profit d'une autre pour faire face à la demande croissante de débouchés d'emplois qu'il est urgent de créer. Vouloir abandonner la proie pour l'ombre « profitable » à quelques-uns ne peut être la base d'une société de justice et d'égalité.

Il est temps d'en changer et de mettre hors de nuire un certain nombre de prédateurs capitalistes et de leurs commis politiques, qu'ils soient de droite ou qu'ils se réclament de la gauche.

Enfin il est grand temps de proclamer haut et fort que le Parti Communiste Français proposera un candidat aux prochaines élections présidentielles.